



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PROVENCE- ALPES-  
CÔTE D'AZUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale des affaires culturelles  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
**Unité Départementale  
de l'Architecture et du Patrimoine  
des Alpes-Maritimes**

41 avenue Thiers  
06000 NICE

### DEMANDE D'ABATTAGE D'ARBRE

Code du Patrimoine articles L.621-30 à 32 ; R.621-96  
Code de l'Environnement articles L.341-1 et R.341-9 à 13

<b>Nom du demandeur</b>	
<b>Adresse du demandeur ( téléphone et courriel)</b>	
<b>Adresse du terrain concerné (si différente du demandeur)</b>	Référence cadastrale : Superficie :
<b>Motif de la demande (nombre de sujets, taille, essence, motif de l'abattage...)</b>	
<b>Date et signature du demandeur</b>	

**Pour rappel toute demande d'abattage ou de défrichage** est soumise à autorisation des services de l'Etat dès lors qu'elle est située :

- dans un monument historique ;
- en abord d'un monument historique ;
- en site classé ;
- en site inscrit.

Pour les 3 premiers cas, la présente demande doit être déposée 4 mois avant la date envisagée des travaux. Sans réponse dans ce délai, l'accord est tacite. En site classé, l'autorisation revient au ministre en charge des sites qui a un an pour donner son autorisation, sans réponse de sa part, la demande est refusée.

## **Pièces nécessaires à l'instruction de la demande :**

*Les espaces protégés par les servitudes d'Etat pré-cités sont constitutifs du patrimoine architectural, urbain ou paysager de la nation. A ce titre, toute intervention doit participer au bon entretien, à la sauvegarde, à l'amélioration de ce patrimoine.*

Pour permettre à l'administration de porter un avis sur votre demande, il est nécessaire de présenter un dossier le plus explicite possible. Il est fortement conseillé de constituer un dossier sous ce modèle :

- **une note justificative de l'abattage et des compensations envisagées** : pour assurer le couvert végétal, il pourra être demandé de remplacer chaque arbre supprimé par 2 arbres d'essences locales déterminées en fonction de la localisation et spécifiques du secteur concerné ;

- **1 plan de situation** : repérage du lieu sur un plan précis de la commune complété par un plan du quartier, une vue aérienne peut être pertinente ;

- **1 plan cadastral** : il permet de vérifier la situation administrative de la parcelle. Est accepté un extrait du PLU qui permet de préciser la part des arbres situés en espace boisé classé (EBC), en élément remarquable qui sont des servitudes communales ;

- **1 plan masse de l'ensemble de la propriété avec repérage des arbres existants et des arbres à abattre** : il permet de rendre compte de l'importance du couvert arboré ou non de la parcelle et ainsi de juger de l'impact de l'abattage demandé (repérage sur vue aérienne acceptée) ;

- **1 rapport phytosanitaire des arbres à abattre établi par un expert arboricole** : celui-ci permet de comprendre l'état sanitaire de l'arbre et des mesures adéquats à prendre. Pour les propriétés importantes, il est fortement conseillé de faire établir un rapport sur l'ensemble des arbres de la propriété pour évaluer la gestion à venir du couvert arboré ;

- **1 reportage photographique sur l'arbre dans son environnement proche et lointain** : permet de juger de l'état de l'arbre, de l'impact de sa disparition sur les aménagements environnants ;